
Intégration ou exclusion? La situation des migrants d'origine turque en Allemagne

Faruk Sen

Mars 2006

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

En 2005, l'Ifri a ouvert une branche européenne à Bruxelles. Eur-Ifri est un *think tank* dont les objectifs sont d'enrichir le débat européen par une approche interdisciplinaire, de contribuer au développement d'idées nouvelles et d'alimenter la prise de décision.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa)

© Tous droits réservés, Ifri, 2006 - www.ifri.org

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris cedex 15 - France

Eur-Ifri
22-28 av. d'Auderghem
B -1040 Bruxelles - Belgique

Introduction

Aujourd'hui, 2,6 millions de personnes d'origine turque vivent en Allemagne. Turcs et Allemands cohabitent depuis plus de quarante ans au sein de la République fédérale. La majorité des anciens « Gastarbeiter¹ » sont maintenant proches de la retraite, alors que leurs enfants et petits-enfants cherchent leur place dans la société allemande. Quelle que soit la nature de cette place, la dénomination de « travailleurs invités » ne peut plus s'appliquer aux Turcs d'Allemagne : en effet, un sur trois est né en Allemagne et moins d'un tiers a le projet, à court ou moyen terme, de « retourner » en Turquie – pour autant qu'il puisse en être question. Les uns comme les autres, Turcs et Allemands ont longtemps eu des difficultés avant d'arriver à jeter les fondements d'une vie commune en Allemagne. Les différentes dénominations utilisées pour la population turque expriment à elles seules ces difficultés et sont le reflet de différentes phases, marquées par des évolutions et des décisions sociétales, politiques et économiques en Allemagne et en Turquie : travailleurs immigrés, salariés turcs, concitoyens turcs, migrants, habitants turcs, minorité turque.

Dans cet article, nous commençons par présenter l'attitude de la société allemande vis-à-vis de la population turque et les difficultés de vivre ensemble pour les deux groupes. Puis nous nous interrogeons sur l'existence de sociétés parallèles, dont il est souvent question outre-Rhin. Enfin, nous nous penchons sur l'identité culturelle des Turcs d'Allemagne, notamment à travers leur pratique religieuse et leur utilisation des médias turcs et allemands.

Faruk Sen est directeur du Zentrum für Türkeistudien à l'université de Duisburg-Essen, <www.zft-online.de>. Traduction de l'allemand : Anne-Lise Barrière.

¹ Traduit en français par « travailleurs immigrés », ce qui élude le jeu de mot en allemand sur « Gast », qui signifie « invité », et « Gastarbeiter », qui signifie donc littéralement « travailleurs invités ».

L'image des migrants turcs dans la société allemande

La coexistence du groupe d'origine turque et de la « société majoritaire » reste problématique. Cela se manifeste d'un côté par des actes hostiles à l'égard de cette importante « minorité », de l'autre par l'isolement volontaire des Turcs, femmes et hommes confondus, au sein de sociétés parallèles, isolement parfois critiqué par les Allemands. Les deux phénomènes sont bien entendu liés. Contrairement au début des années 1990, les actes xénophobes ne font plus guère la une des journaux. Mais la violence raciste en Allemagne est encore d'actualité. Dans le groupe des anciens « travailleurs invités », les Turcs sont de loin ceux qui sont le plus souvent victimes des attaques de l'extrême droite – surtout s'ils se différencient par leurs vêtements et sont ainsi assimilés à des musulmans.

De la difficulté de vivre ensemble

Au début des années 1990, les actes d'hostilité à l'égard des étrangers ont augmenté dans des proportions inquiétantes ; leur nombre s'est depuis stabilisé, mais à un niveau qui n'avait jamais été atteint au début des années 1990. En 2002, selon le rapport de l'Office de la protection de la Constitution (*Verfassungsschutz*), un peu moins de 13 000 délits influencés par l'extrême droite ont été recensés, parmi lesquels 980 agressions. Fin 2002, l'Allemagne recensait, selon le même rapport, 146 organisations considérées comme étant d'extrême droite. Le nombre de leurs membres, ajouté à celui de l'extrême droite non organisée, est estimé à 45 000 personnes. Il est intéressant de remarquer que, du début des années 1990 jusqu'à aujourd'hui, le nombre de délits imputés à l'extrême droite est proportionnellement très supérieur dans les régions de l'ex-RDA, alors qu'elles n'ont connu que peu d'immigration, et en aucun cas d'immigration turque. Lors de la 13^{ème} étude Shell portant sur les jeunes, une série de questions a été posée à des jeunes Allemands et Turcs, âgés de 15 à 24 ans, à propos des opinions, avis et préjugés qu'ils ont les uns sur les autres. Presque deux tiers des jeunes Allemands interrogés pensent que la part des étrangers en Allemagne est trop élevée ; en Allemagne de l'Est, ce chiffre monte jusqu'à 71 % des jeunes interrogés. Il apparaît que plus les jeunes ont de contacts avec les étrangers, moins le pourcentage de ceux qui estiment qu'il y a trop d'étrangers est élevé¹.

Malgré tout, deux attaques commises à l'Ouest – à Mölln en 1992 et à Solingen en 1993² – témoignent du rejet à l'égard de la population turque en Allemagne. Les victimes n'étaient pas la cible personnelle d'une violence meurtrière, mais représentaient tout un groupe de population, vivant avec les auteurs de l'agression et partageant leur quotidien. Lorsque l'on parle du « repli communautaire », il est important d'avoir cet aspect en tête. Et bien qu'il y ait eu, au début des années 1990, une tendance à un

¹ A. Fischer, Y. Fritzsche, W. Fuchs-Heinritz et R. Münchmeier, *Jugend 2000, 13. Shell-Jugendstudie*, Opladen, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2000, p. 243-244.

² Des individus ont incendié des maisons habitées par des Turcs, faisant 3 morts à Mölln et 5 morts à Solingen.

certain repli de la population turque sur elle-même, cette dernière fait beaucoup plus d'efforts pour s'intégrer que le reste de la société allemande, qui ne paraît quant à elle pas prête à aller vers les Turcs. Il semble que la notion d'étranger soit plus nettement ressentie du côté des Allemands que du côté des Turcs. Dans l'étude Shell précédemment citée, on a analysé la façon dont est perçu le comportement de l'autre nationalité, dans des domaines divers¹, comme le choix des loisirs, la qualification (scolaire, formation, travail), le passage à l'âge adulte (les rapports entre les jeunes et les adultes, le rapport à l'autre sexe), la politique et les perspectives d'avenir. Il apparaît que les jeunes Turcs soulignent le plus souvent qu'ils pensent se comporter comme de jeunes Allemands ou avoir les mêmes approches, alors que les jeunes Allemands font plutôt ressortir les différences. Les Allemands ressentent surtout une grande différence dans les domaines de la vie de famille, de la religion et de la relation entre les jeunes et leurs parents².

Comme dans la discussion publique, les Turcs sont souvent perçus par les autorités et les différentes institutions comme le groupe de population étrangère le plus difficile à intégrer. Le fossé entre les cultures allemande et turque est souvent invoqué comme explication. Cependant, pendant des années, la différence culturelle n'a pas posé problème sur le marché de l'emploi ; ni pour les travailleurs, ni pour les employeurs. Dans la première phase de l'immigration, pendant laquelle le séjour des travailleurs turcs était théoriquement prévu pour durer deux ans, les potentiels conflits culturels n'ont joué aucun rôle. Des deux côtés, le séjour des populations immigrées était uniquement perçu comme étant de courte durée, de sorte que seul l'échange entre l'offre et la demande de main d'œuvre était au centre des préoccupations. À l'époque, pratiquement aucun responsable allemand ne s'intéressait réellement à la culture et à la façon de vivre de ceux qu'ils recrutaient.

Tout en bas de l'échelle de popularité

Au cours de l'histoire des migrations en République fédérale d'Allemagne et pendant les différentes phases de récession, la société a souvent eu une attitude de refus des étrangers³. Mais, dans ce contexte, le terme de xénophobie reste imprécis. En effet, même tout récemment, on n'a jamais signalé d'agressions ni d'attaques contre des Américains, Anglais, Français ou contre des Danois ou des Japonais. Un Français à la peau claire en Allemagne aura rarement des problèmes pour trouver un logement ou un travail – mais qu'en est-il d'un Français de couleur ? Ainsi, les actes racistes touchent en majorité les gens qui sont facilement identifiables, à leur couleur de peau ou de cheveux, ou à d'autres particularités culturelles.

Pour une grande partie de la population allemande, les Turcs ne sont pas seulement des étrangers, mais ils se situent tout en bas de l'échelle de popularité. Dans les pays d'immigration, la population a tendance à juger les droits à l'immigration et à la participation des groupes

¹ Comprenant aussi dans certains cas des spécificités liées à l'origine, concernant les habitudes alimentaires, les vêtements, la vie de famille ou la religion.

² A. Fischer, Y. Fritzsche, W. Fuchs-Heinritz et R. Münchmeier, *op. cit.*

³ Zentrum für Türkeistudien (éd.), *Das Bild der Ausländer in der Öffentlichkeit*, Opladen, 1995.

d'immigrés à la vie du pays selon une hiérarchie, qui fait référence au droit du travail et au droit de séjour, à la nationalité, mais aussi à la proximité culturelle réelle ou prétendue¹. On juge différemment les Allemands de souche rapatriés des pays de l'Est (*Spätaussiedler*), les demandeurs d'asile, les étrangers originaires de l'UE et les étrangers non-originares de l'UE. Ce qui influence surtout ce jugement, ce sont les craintes qui sont projetées sur ce groupe, notamment la peur pour son travail, pour sa position et ses privilèges, pour les ressources de la sécurité sociale et pour la préservation de l'homogénéité culturelle.

Les résultats d'un sondage montrent à quel point l'attitude de la population face à certains groupes d'immigrés peut être différente et changeante. Les étrangers originaires des États de l'Union européenne sont bien accueillis par la majorité de la population ouest-allemande interrogée, qui ne voit pas d'inconvénient à les avoir en tant que voisins ou nouveaux membres de la famille ; les Turcs et les demandeurs d'asile sont au contraire rejetés par une grande partie des sondés. Environ 44 % d'entre eux (plus de la moitié en Allemagne de l'Est) pensent que les étrangers représentent un poids pour le réseau d'aide sociale ; plus de 40 % que les étrangers commettent plus de délits que les Allemands ; et presque autant approuvent la phrase « les étrangers prennent le travail des Allemands² ».

Sur ce point, les résultats d'une étude de l'institut de sondage Allensbach concernant les comportements de différentes nationalités sont révélateurs³. Il apparaît ici que les caractéristiques attribuées à la population turque n'ont pas beaucoup évolué entre 1982 et 1993, à la différence de celles attribuées à d'autres groupes de travailleurs immigrés, et qu'elles sont les plus négatives si on les compare à d'autres nationalités. Plus de 80 % des Allemands interrogés pensent que les Turcs ont des familles nombreuses, 70 % sont d'avis que le comportement des Turcs est complètement différent de celui des Allemands (alors que seulement 22 % pensent cela des Italiens), plus des deux tiers des sondés pensent que les Turcs veulent rester entre eux. Presque une personne interrogée sur cinq partage l'opinion selon laquelle les Turcs profitent des Allemands et plus d'un Allemand interrogé sur cinq pense que les Turcs n'accordent pas d'importance à la propreté et sont moins intelligents. De façon générale, l'hostilité envers les étrangers est plus répandue dans les milieux ruraux et dans les petites villes que dans les grandes villes, et elle est plus représentée à l'Est qu'à l'Ouest⁴.

¹ A. Weidacher (dir.), *In Deutschland zu Hause. Politische Orientierung griechischer, italienischer, türkischer und deutscher junger Erwachsener im Vergleich – DJI-Ausländersurvey*, Opladen, VS Verlag für Sozialwissenschaften, 2000.

² S. Ganter, *Ursachen und Formen der Fremdenfeindlichkeit in der Bundesrepublik Deutschland*, Bonn, Schriftenreihe der Friedrich-Ebert-Stiftung, 1998, p. 42.

³ Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (éd.), *op. cit. Sechster Familienbericht der Bundesregierung. Familien ausländischer Herkunft in Deutschland. Leistungen, Belastungen, Herausforderungen*, Berlin, 2000, p. 86.

⁴ A. Fischer, Y. Fritzsche, W. Fuchs-Heinritz et R. Münchmeier, *op. cit.*, p. 240.

Des sociétés parallèles ?

Malgré ces difficultés, le repli communautaire et l'instauration de deux sociétés parallèles, que l'on avait tant craints après les attentats de Mölln et Solingen, n'ont pas eu lieu. La société allemande est loin d'être aussi désintégréée que veulent souvent le faire croire les politiques et les médias. Les estimations divergent sur la façon dont vivent ensemble Allemands et immigrés. Dans le débat politique, le slogan « sociétés parallèles » circule depuis peu, souvent corrélé à la peur – exprimée ou non – d'une radicalisation des immigrés musulmans. En effet, on voit de plus en plus que le groupe turc s'organise en créant des infrastructures qui lui sont propres. Des achats à l'inscription dans une équipe de football, en passant par la visite chez le coiffeur, il est aujourd'hui possible de tout faire au sein de la niche des communautés turques de Berlin ou des grandes villes de la région située entre Ruhr et Rhin. L'explication est simple : le séjour des Turcs se prolongeant, ces derniers ont développé des organisations qui offrent de plus en plus de services dans divers secteurs de la vie courante. Elles ont surtout du succès là où jusqu'à présent aucune offre n'existait, ou dans des domaines où l'intégration dans les mécanismes de la société d'accueil était vue comme déficitaire. Une bonne partie de ces organisations est donc une réponse à des manques ou à des offres trop peu adaptées de la part de la société majoritaire.

Un degré d'organisation hétérogène

La naissance des premières organisations remonte aux années soixante, quand les premières associations culturelles des travailleurs turcs virent le jour. Au cours des années 1970, les premières associations religieuses et organisations politiques ont été mises en place. L'intention de rester devenant de plus en plus ferme, le nombre d'associations d'immigrés s'accrut, touchant des secteurs différents ; en même temps, les associations ont peu à peu changé leur ligne directrice et développé pour leurs membres des offres et des services s'orientant de plus en plus vers l'intégration dans la société. En Rhénanie du Nord - Westphalie, où vivent environ un tiers des émigrés originaires de Turquie, le Centre d'études sur la Turquie (*Zentrum für Türkeistudien*) a recensé, dans un inventaire pour l'année 1999, 1 252 organisations autonomes regroupant des personnes d'origine turque.

Quelles fonctions ont ces organisations du point de vue de leur clientèle et comment les organisations des personnes d'origine turque se sont-elles développées au cours de ces dernières décennies ? Au total, 47 % des immigrés du Land de Rhénanie du Nord -Westphalie ne participent à aucune association ou club (cf. tableau). Un tiers fait partie d'associations allemandes (33 %), un autre tiers d'associations turques (33 %) ; 15 % des personnes interrogées (30 % de tous les immigrés membres d'une organisation) font partie aussi bien d'organisations allemandes que turques ; 18 % appartiennent seulement à un club, soit strictement allemand, soit strictement turc (soit un tiers des immigrés membres d'une organisation). Un quart d'entre eux sont membres d'une

seule organisation, 7 % de deux organisations et 2 % de trois ou plus – et cela aussi bien pour ceux qui sont dans des clubs allemands ou turcs.

Organisation des personnes d'origine turque en Rhénanie du Nord - Westphalie au sein d'associations et de clubs allemands et turcs

Organisations allemandes	%	Organisations turques	%
Syndicat	16,7	Organisation religieuse	18,3
Club de sport	12,9	Association culturelle	9,1
Association professionnelle	4,1	Club de sport	6,8
Association culturelle	2,7	Association pour la formation	2,4
Union / groupe politique	2,7	Groupe ethnique / national	2,1
Association pour la formation	2,1	Union / groupe politique	1,5
Club de loisirs	1,8	Autres	1,3
Autres	1,8	Association professionnelle	0,9
Organisation religieuse	0,4	Club de loisirs	0,4
Groupe ethnique / national	-	Syndicat	-

Source : Centre d'études sur la Turquie

Les organisations allemandes, au sein desquelles les immigrés sont le plus souvent représentés (à hauteur de 17%) sont sans surprise les syndicats ; l'appartenance à un syndicat est une tradition forte dans les « nations des travailleurs immigrés ». Dès le début de l'immigration économique, les syndicats ont été les institutions au sein desquelles les personnes issues d'un même pays d'origine, les collègues et ceux qui ont des opinions communes pouvaient se retrouver. En deuxième position viennent les clubs de sport pour 13 % des personnes interrogées. On trouve beaucoup plus loin les associations professionnelles, culturelles et les groupes politiques (4 ou 3 %). En revanche, pour les membres des associations turques, l'accent est très nettement mis sur les domaines religieux et culturels : 18 % des immigrés interrogés sont affiliés à une communauté religieuse ; les associations culturelles et clubs de sport suivent avec respectivement 9 % et 7 %.

L'activité associative turque est si différenciée qu'il n'est pas possible d'en déduire, à partir de ces résultats, l'existence d'une société parallèle turque en Allemagne. Bien au contraire, l'organisation autonome propre à ce groupe de population fonctionne de façon sélective et n'intervient que dans les domaines dans lesquels il n'existe pas d'offre comparable de la société d'accueil – par exemple dans les domaines de la religion, de la culture et du sport. Cette faculté des immigrés à diversifier

leur activité associative est aussi soulignée par les 30 % de personnes qui sont membres aussi bien d'une organisation allemande que d'une organisation turque. De l'autre côté, 50 % de sondés originaires de Turquie ne sont pas membres d'une organisation, ce qui montre que l'offre culturelle adéquate n'est parfois proposée ni par la société du pays d'origine, ni par celle du pays d'accueil.

Des contacts fréquents avec les Allemands

Il faut bien sûr garder présent à l'esprit que les organisations autonomes fondées sur une composante ethnique peuvent engendrer un processus d'isolement. Ces organisations communautaires sont confrontées à un dilemme fondamental. D'un côté, elles ont besoin de la minorité turque pour conserver et élargir leur champ d'action. De l'autre, l'intégration des immigrés a plutôt pour effet d'émietter l'identité ethno-culturelle traditionnelle et peut entrer en conflit avec les intérêts vitaux des organisations fondées sur l'ethnicité.

Malgré cette tendance à la ségrégation, il faut néanmoins relativiser l'idée de « sociétés parallèles ». Selon une étude du Centre d'études sur la Turquie, plus de trois quart des immigrés turcs ont des contacts amicaux avec des Allemands, le plus souvent dans le voisinage : là, quatre Turcs interrogés sur cinq, femmes et hommes confondus, ont des contacts réguliers avec des Allemands. Le lieu de travail est aussi un domaine privilégié, puisqu'environ 80 % des personnes interrogées ont des contacts avec leurs collègues allemands. Un tiers des immigrés interrogés ont même des relations avec des Allemands dans le cadre de la famille ou de la parenté proche. Par conséquent, les contacts ne sont pas seulement très fréquents sur le lieu de travail, où les relations sont quasi obligatoires ; mais aussi dans le voisinage et le cercle d'amis, où elles résultent d'un libre choix.

Face à ces relations fréquentes avec des Allemands, il n'est pas surprenant de voir que deux tiers des personnes interrogées au cours de cette enquête disent vivre dans un environnement à dominante allemande. Mais le fait qu'une personne interrogée sur cinq vive dans un environnement complètement turc montre que – du moins pour certains quartiers – se sont formés des îlots étroitement fermés sur leur composante ethnique.

L'identité culturelle des Turcs d'Allemagne

Les immigrés se sont organisés pour rester durablement en Allemagne et s'identifient avec leur pays d'accueil, sans pour autant se détourner de leur pays et de leur culture d'origine. On peut parler d'une double identité ou d'identité mixte des immigrés d'origine turque en Allemagne – identité sans doute durable. D'un côté, il apparaît que les réalisations en matière d'intégration, tout comme la volonté de s'intégrer, sont considérables. De l'autre subsistent des obstacles, des manques et des difficultés qui rendent une plus grande intégration difficile.

Quelles perspectives de retour ?

Pour un grand nombre de Turcs vivant en Allemagne, un retour n'est aujourd'hui guère réaliste. Certes, celui-ci est souvent idéalisé et, à cause d'une certaine hostilité vis-à-vis des Turcs en RFA, on le réserve comme ultime possibilité ; mais de moins en moins de familles mettent cette option en pratique. La notion de retour n'a de sens que pour les Turcs d'un certain âge. La plupart des Turcs de moins de 40 ans vivant en RFA ne connaissent la Turquie que pour y avoir été en vacances ou à travers les récits de leurs parents. Ils parlent mieux l'allemand que le turc et seraient, dans le cas d'un retour en Turquie, de nouveau des étrangers. L'avenir de la deuxième et troisième générations des immigrés turcs est en Allemagne. Le degré d'intégration dans la société des Turcs qui vivent en RFA se révèle cependant être différent pour la première et deuxième générations. La première génération, qui approche à présent de l'âge de la retraite, n'a pas réussi à surmonter ses difficultés d'adaptation, dues pour l'essentiel à une connaissance insuffisante de la langue allemande et à un fort attachement au pays natal.

Dans l'ensemble, le désir de retour des Turcs d'Allemagne diminue continuellement. Dans une enquête menée par le Centre d'études sur la Turquie en 2000, près de la moitié (46 %) des personnes interrogées n'ont pas (plus) l'intention de revenir en Turquie – ou plutôt d'y émigrer ; à peine un tiers d'entre eux seulement laisse cette option ouverte. De même, 23 % des personnes interrogées ne savaient pas si elles souhaitaient y revenir à un moment ou à un autre. La part des partisans du retour est nettement plus élevée dans la première génération que dans la deuxième. Les raisons de ne pas envisager de retour sont diverses. Tout d'abord, la plupart des immigrés venus travailler ont leurs attaches familiales en Allemagne et n'imaginent pas retourner en Turquie sans enfants ni petits-enfants. Ensuite, le travail physiquement pénible auquel étaient surtout astreints en Allemagne les membres de la première génération a causé de nombreuses infirmités physiques qui nécessitent des soins médicaux constants ; pour beaucoup d'immigrés, l'accès à des soins de bonne qualité en RFA est devenu un argument contre un retour définitif en Turquie. A cela s'ajoutent ces longues années d'absence, qui font que la société d'origine et ses structures sociales sont devenues étrangères à nombre d'entre eux.

Malgré cela, la Turquie reste aujourd'hui au centre des projets de vie de nombreux Turcs d'Allemagne, du moins de la première génération. Les anciens travailleurs immigrés continuent d'avoir là-bas beaucoup de contacts avec des voisins ou des parents. Dans ce groupe s'impose un projet de vie en deux parties¹. Il est caractérisé par un va-et-vient entre la Turquie et l'Allemagne par périodes de six mois environ. Ce va-et-vient est justifié, d'une part par la présence des enfants en RFA et l'assistance sociale et médicale en Allemagne ; d'autre part, par la présence de membres de la famille dans le pays natal et par des possessions immobilières en Turquie. Ce rythme semestriel s'explique surtout par le fait qu'une absence trop longue hors de RFA pourrait conduire à la perte du titre de séjour.

Une religiosité créatrice d'identité

Durant l'été 2005, le Centre d'études sur la Turquie a interrogé un échantillon représentatif de 1 000 immigrés d'origine turque lors d'une enquête téléphonique portant sur l'importance de la religion dans leur quotidien et sur leur appartenance à une organisation². Par rapport à une enquête comparable menée par le même centre en 2000, des différences apparaissent. En particulier, l'importance de la religion pour les personnes d'origine turque en Allemagne a augmenté – sans d'ailleurs que cette évolution s'accompagne d'une augmentation des conflits dans la société allemande.

La majorité des immigrés d'origine turque interrogés (55 %) se définit comme étant plutôt religieuse, 28 % déclarent observer la religion de façon stricte. En 2000, 8 % des personnes interrogées déclaraient être très religieuses et 65 % plutôt religieuses. C'est surtout la polarisation qui a augmenté, davantage de musulmans se déclarant soit très, soit pas du tout religieux (la part de ces derniers est passée de 3 à 6 %). Le degré de religiosité semble augmenter avec l'âge ; plus le niveau d'études est élevé, moins les personnes interrogées déclarent être religieuses. Les femmes se définissent comme étant plus religieuses que les hommes. Si le fait religieux joue un rôle important dans la vie quotidienne des Turcs d'Allemagne, les musulmans religieux ne sont pas les seuls à respecter les lois islamiques ; le jeûne pendant le ramadan (74 %), la distribution de viande aux nécessiteux lors de la fête du sacrifice de l'Aïd (75 %), le versement de l'impôt pour les pauvres (77 %) et le respect des règles alimentaires (entre 70 et 91 %) sont aussi pratiqués par une grande partie de ceux qui ne sont pas religieux – relativement indépendamment de l'âge et avec peu de changement par rapport à 2000. Cela montre que l'importance des rites et des coutumes touchent non seulement le plan religieux, mais aussi le plan socioculturel.

Prier régulièrement et fréquenter souvent la mosquée – sauf pour les femmes -, tout comme participer au pèlerinage, sont une caractéristique des musulmans religieux. Conformément à l'augmentation de la religiosité, l'importance de la prière a augmenté par rapport à 2000. Un cinquième des

¹ H. Krumme, « Fortwährende Remigration: Das transnationale Pendeln türkischer Arbeitsmigrantinnen und Arbeitsmigranten im Ruhestand », *Zeitschrift für Soziologie*, n° 2/2004.

² Stiftung Zentrum für Türkeistudien (éd.), *Religiöse Praxis und organisatorische Vertretung türkischstämmiger Muslime in Deutschland. Ergebnisse einer telefonischen Befragung*, Essen, novembre 2005.

personnes interrogées ne fréquente jamais ou pratiquement jamais la mosquée ; la moitié d'entre elles fréquente au moins une fois par mois la mosquée et 40 % au moins une fois par semaine. Quant aux offres socioculturelles ou sociales proposées par les mosquées, 40 % des personnes interrogées disent y avoir recours – en cela, il n'y a guère de changement par rapport à 2000. Les offres qui recueillent le plus de succès sont surtout l'étude du Coran et l'encadrement religieux, cités par 62 % des personnes qui disent recourir aux offres proposées par les mosquées. Mais les loisirs, l'utilisation des locaux, les manifestations culturelles et les propositions de formation ont elles aussi un certain succès – entre 15 et 26 % des sondés disent y recourir. Les jeunes musulmans sont moins enclins à participer à une organisation que les musulmans plus âgés (18 % contre 23 %) et le font plus rarement qu'en 2000 (18 % contre 21 %) mais lorsqu'ils le font, ils rejoignent dans une plus forte proportion des organisations plutôt doctrinaires.

Les personnes interrogées n'ont pas d'opinion unanime sur les sujets controversés concernant la pratique religieuse en Allemagne. Dans l'ensemble, les points de vue indiquent certes une tendance plus libérale qu'orthodoxe. Cependant, les personnes interrogées se montrent en 2005 nettement plus conservatrices qu'en 2000. Ainsi, elles sont 47 % à approuver le port du foulard pour les femmes musulmanes dans les lieux publics (contre 27 % en 2000). Si les personnes interrogées se prononcent majoritairement pour la mixité filles / garçons durant les cours de sport ou les voyages scolaires, elles sont 30 % à la désapprouver (19 % en 2000). De façon surprenante, les femmes font preuve d'une attitude plus conservatrice que les hommes, même en ce qui concerne le foulard. En règle générale, le niveau d'études a une incidence sur les points de vue : ceux qui ont un niveau d'études élevé ont une perception plus libérale de la religion que ceux qui ont un niveau d'études inférieur. Le statut social joue aussi un rôle, les immigrés au chômage étant en majorité conservateurs.

Comme le constatent A. Goldberg et M. Sauer : « Le recours à la religion est donc un phénomène qui touche l'ensemble de la communauté turque. On peut supposer que non seulement le débat sur l'islam à la suite des attentats de New York joue un rôle, mais aussi la peur d'une perte des valeurs et de l'identité, peur réveillée par la réapparition de la discussion sur l'adaptation et l'assimilation dans le cadre de la loi sur l'immigration. Seul l'avenir montrera s'il s'agit là d'une évolution durable¹ ».

Les médias, source d'intégration ou d'exclusion ?

Dès le début de l'immigration turque en Allemagne, les médias en langue turque ont été présents dans le pays d'accueil, servant de lien avec la mère patrie, dans laquelle il était du reste prévu de revenir. Le recours aux médias turcs est jugé de façon ambivalente quant à leur effet sur l'intégration. D'une part, ces derniers peuvent compenser un manque existant dans les médias allemands par rapport aux sujets et aux thèmes intéressant les immigrés. Les médias dans la langue du pays d'origine servent non seulement à informer sur ce qui se passe dans le pays natal,

¹ A. Goldberg et M. Sauer, *Konstanz und Wandel der Lebenssituation türkischstämmiger Migranten in Nordrhein-Westfalen. Zusammenfassung der fünften Mehrthemenbefragung 2003 im Auftrag des Ministeriums für Gesundheit, Soziales, Frauen und Familie des Landes Nordrhein-Westfalen*, Essen, septembre 2003.

mais sont aussi une plate-forme pour parler des problèmes liés à la situation des immigrés – ce que ne permettent pas les médias allemands. Ceci joue un rôle non négligeable dans la consolidation de l'identité culturelle, et donc de l'intégration. Il faut aussi tenir compte du fait qu'il est de première importance – surtout pour la première génération, souvent en butte à des difficultés de langue – de pouvoir percevoir grâce à sa langue maternelle les évolutions sociales et les discussions politiques d'actualité en Allemagne, que ce soit par exemple la réforme des retraites et des impôts, ou encore le droit des étrangers.

D'autre part, cette évolution peut aussi provoquer une ségrégation, surtout si les médias turcs sont les seuls utilisés. Chez les immigrés turcs en particulier, il existe, du fait de l'offre importante de médias en langue maternelle, le danger d'une isolation dans le domaine médiatique. Cette évolution est sans aucun doute préjudiciable à l'intégration. Car non seulement les émissions turques offrent un flux d'informations qui traitent, d'un point de vue turc, de sujets d'actualité importants en Turquie et n'offrent qu'une palette d'opinions réduite, sans évoquer certains sujets importants liés à l'actualité allemande. Dans ce cas, le recours exclusif aux médias turcs peut renforcer les liens avec la société d'origine. Mais le repli des immigrés sur les médias en langue maternelle peut aussi renforcer la baisse maintes fois déplorée du niveau d'allemand des enfants d'origine turque, dont la cause est justement souvent attribuée à l'influence de la télévision turque.

Le recours très fréquent aux médias turcs n'est pas automatiquement la preuve d'une « ghettoïsation médiatique », comme on le suppose souvent. Le plus souvent, il s'agit d'une utilisation complémentaire, surtout chez les jeunes. Le recours fréquent aux médias allemands ne signifie pas que l'on se détourne des médias en langue maternelle, mais correspond plutôt à la réalité de la vie du pays d'émigration. Il renvoie au fait que ni les médias du pays d'origine, ni ceux de la société du pays d'accueil ne satisfont globalement les attentes des immigrants¹.

¹ Cf. D. Halm, « Die Medien der türkischen Bevölkerung in Deutschland. Ihre Berichterstattung, Nutzung und Funktion », in R. Geißler et H. Pöttker (dir.), *Integration durch Massenmedien*, Bielefeld, Schriftenreihe Medienumbrüche, 2006, p. 77-92.

Conclusion : les défis d'une intégration réussie

Dans quelle mesure les 2,6 millions de personnes d'origine turque ont-elles réussi à s'intégrer en Allemagne ou du moins comment progressent-elles sur la voie de l'intégration ? Les réponses à cette question sont très diverses, en particulier parce qu'aucun vrai consensus n'a pu jusqu'ici être atteint sur la définition d'une intégration réussie. Une seule chose paraît sûre : sans participation à droits égaux aux ressources et aux processus de la société du pays d'accueil et sans respect de la diversité culturelle, il n'y a pas d'intégration¹. Si, en règle générale, la participation à la vie sociale est facile à évaluer – par les diplômes scolaires obtenus, l'intégration dans la vie professionnelle, les revenus, etc. – et si les buts à atteindre (une plus grande participation à la vie du pays et un progrès dans l'intégration) sont sans conteste les mêmes, le rapport entre autonomie culturelle et intégration est considéré de façon ambivalente. Ni l'existence de « sociétés parallèles », c'est-à-dire de structures sociales séparées selon des critères ethno-culturels, ni une assimilation complète ne semblent être la preuve d'une intégration réussie selon la conception communément admise en politique ou en sciences humaines.

À vrai dire, il n'est pas très étonnant que le débat sur l'alternative entre assimilation et autonomie culturelle soit mené dans l'espace public allemand sur un ton parfois très polémique et virulent. Car il ne s'agit guère là d'un sujet donnant lieu à une étude « objective », mais bien plus d'une question fondamentalement politique. À quoi devra ressembler à l'avenir la coexistence de personnes de cultures différentes ? Quelles formes de participation aux ressources et aux processus seront-elles acceptées dans la société ? C'est la réponse à ces questions qui déterminera la façon dont la future société d'immigration allemande décidera de vivre avec ses immigrés : de façon aculturelle, interculturelle ou multiculturelle. Dans cette discussion, des questions essentielles sur la façon dont une société s'appréhende elle-même pourront bien sûr être abordées, par exemple en ce qui concerne l'acquisition de la langue (favoriser exclusivement la langue du pays d'accueil ou favoriser de façon officielle le bilinguisme ?) ou les pratiques religieuses (limites de la liberté religieuse). La tolérance culturelle et religieuse n'est là qu'une condition nécessaire, mais non suffisante, pour créer un potentiel d'intégration. Il s'agit bien plutôt d'une élaboration active de conditions générales qui permettent de concilier une égalité des chances et un droit à la culture d'origine.

Comment (ou plutôt sous quelle forme) un concept d'intégration ainsi défini pourra-t-il être réalisé dans la société allemande ? C'est une question finalement normative, et plus encore politique. Le degré d'assimilation culturelle que doivent atteindre les immigrés pour avoir les mêmes chances que les autochtones dépend finalement du degré de pluralité de la société d'accueil. Raisonnablement, cette pluralité trouvera dans toute société démocratique ses limites dans les normes édictées par la Constitution et les autres valeurs fondamentales de base. Mais au-delà

¹ Sur cette question, voir F. Sen, M. Sauer et D. Halm, « Integration oder Abschottung ? Zur Situation türkischer Zuwanderer in Deutschland », *Zeitschrift für Ausländerrecht und Ausländerpolitik*, n° 5/2001 ; ainsi que Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (éd.), *op. cit.*

des normes et valeurs fondamentales, il existe des conceptions très différentes sur le degré d'assimilation souhaité des immigrés.

Les réponses politiques à cette question doivent être plus pragmatiques qu'idéologiques. Il sera nécessaire de doser les éléments que sont, d'une part une vie sociale organisée sur un modèle ethnique et d'autre part une assimilation aux structures de l'État et de la société civile des « autochtones » de façon à favoriser les chances de participation des immigrés à la vie du pays dans les différentes phases de leur séjour en Allemagne. On peut distinguer ici plusieurs modèles. Si, par exemple, dans la première phase de l'immigration, l'organisation communautaire doit jouer un rôle central en tant qu'espace d'adaptation, facteur de stabilisation identitaire et aide à l'intégration, elle peut à moyen ou long terme porter préjudice aux chances qu'auraient les participants s'ils s'assimilaient de façon plus intensive. En général, il semble cependant opportun de se méfier de la trop grande importance accordée à la différence ou à la proximité culturelle en tant que facteur de succès ou d'échec de l'intégration ; en fin de compte, le plus grand obstacle à l'intégration n'est pas la différence culturelle, mais la différence de statut social.

L'un des plus grands défis de la politique d'intégration des prochaines années pourrait cependant se révéler être la globalisation des processus d'immigration. À l'époque de la mondialisation, les séjours permanents sont de moins en moins fréquents ; les personnes d'origine turque sont nombreuses à voyager entre l'Allemagne et leur pays natal, à faire venir du pays les conjoints (tendance croissante) et à utiliser les médias électroniques qui transportent le monde turc dans leur salle de séjour en Allemagne. Loin de toujours être un inconvénient, ce phénomène présente de grandes chances sur le plan culturel et économique, pour les immigrés comme pour la société d'accueil. Mais une politique d'intégration se doit au moins de prendre en compte cette nouvelle réalité de l'immigration, qui confère à la politique de l'intégration une portée internationale.